

# ACTION URGENTE

## BAHREÏN. CONFIRMATION DE LA PEINE PRONONCÉE CONTRE DEUX FEMMES

**Deux femmes condamnées à cinq ans d'emprisonnement pour avoir tenté de pénétrer sur le circuit de Formule 1 à l'occasion d'une manifestation organisée pendant l'édition 2013 du Grand Prix de Bahreïn ont vu leur peine confirmée par la Haute Cour d'appel le 31 août 2014.**

Le 29 avril 2014, **Nafeesa al Asfoor** et **Rayhana al Mousawi** ont été condamnées à cinq ans d'emprisonnement par la quatrième chambre de la Haute Cour criminelle en vertu de la Loi antiterroriste pour « possession d'explosifs » et « planification d'actes terroristes ». Elles avaient tenté de pénétrer sur le circuit de Formule 1 lors d'une manifestation organisée pendant l'édition 2013 du Grand Prix de Bahreïn. Toutes deux ont nié les faits qui leur étaient reprochés. Le 31 août, la Haute Cour d'appel a confirmé les peines prononcées à leur encontre.

Nafeesa al Asfoor et Rayhana al Mousawi ont porté plainte pour des actes de torture et d'autres mauvais traitements auprès de l'Unité spéciale d'enquête (SIU) et du médiateur du ministère de l'Intérieur. En octobre 2013, la SIU les a auditionnées une première fois en tant que victimes mais aucune conclusion n'a été rendue publique et, à la connaissance d'Amnesty International, personne n'a été amené à répondre des allégations de torture formulées par ces deux femmes.

Le 29 mai 2014, dans le cadre d'un procès distinct, la Haute Cour d'appel a ramené la peine de Rayhana al Mousawi à trois ans d'emprisonnement. Le 29 septembre 2013, la quatrième chambre de la Haute Cour criminelle l'avait condamnée à cinq ans d'emprisonnement pour « appartenance à une organisation terroriste [à savoir la Coalition du 14 février] et participation à ses activités ».

Des représentants d'Amnesty International ont séjourné à Bahreïn du 3 au 9 mai 2014 et ont rencontré Rayhana al Mousawi au centre de détention pour femmes de Madinat Issa. Celle-ci a déclaré avoir été torturée.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :**

- exhortez les autorités bahreïnites à diligenter une enquête rapide, indépendante et impartiale sur les actes de torture et les autres mauvais traitements que Nafeesa al Asfoor et Rayhana al Mousawi ont déclaré avoir subis, à en rendre les conclusions publiques et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;
- priez-les instamment d'annuler la condamnation et la peine prononcées à l'encontre de ces deux femmes car les éléments présentés à leur procès se fondaient, semble-t-il, sur des déclarations entachées par des allégations de torture ;
- demandez-leur de faire rejurer ces femmes dans le cadre d'une procédure conforme aux normes internationales d'équité des procès.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 24 OCTOBRE 2014 À :**

#### Roi de Bahreïn

Shaikh Hamad bin 'Issa Al Khalifa  
Office of His Majesty the King  
P.O. Box 555  
Rifa'a Palace, al-Manama,  
Bahreïn  
Fax : +973 1766 4587

**Formule d'appel : Your Majesty, / Sire,  
(Votre Majesté, dans le corps du  
texte)**

#### Ministre de l'Intérieur

Shaikh Rashid bin 'Abdullah Al Khalifa  
Ministry of Interior  
P.O. Box 13, al-Manama  
Bahreïn  
Fax : +973 1723 2661

Twitter : @moi\_Bahrain  
**Formule d'appel : Your Excellency, /  
Monsieur le Ministre,**

#### **Copies à :**

Ministre de la Justice et des Affaires  
islamiques  
Shaikh Khalid bin Ali Al Khalifa  
Ministry of Justice and Islamic Affairs  
P.O. Box 450, al-Manama  
Bahreïn  
Fax : +973 1753 1284  
Courriel : [minister@justice.gov.bh](mailto:minister@justice.gov.bh)  
Twitter : @Khaled\_Bin\_Ali

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Bahreïn dans votre pays (adresses à compléter) :**  
nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.  
Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la deuxième mise à jour de  
l'AU 232/13 (<http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE11/012/2014/fr>).

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## BAHREÏN. CONFIRMATION DE LA PEINE PRONONCÉE CONTRE DEUX FEMMES

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les affrontements entre les manifestants et les forces de sécurité se sont multipliés à l'approche de l'édition 2013 du Grand Prix de Formule 1 de Bahreïn, qui s'est déroulée en avril, et se sont poursuivis pendant la course. Ils ont donné lieu à des dizaines d'arrestations. Le 24 avril, le gouvernement bahreïnite a annulé, pour la deuxième fois en deux ans, la visite du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Juan Mendez.

Le 29 septembre 2013, Rayhana al Mousawi et 49 hommes ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 15 ans d'emprisonnement pour leur appartenance à la « Coalition du 14 février ». Rayhana al Mousawi, pour sa part, s'est vu infliger une peine de cinq ans d'emprisonnement pour « appartenance à une organisation terroriste [à savoir la Coalition du 14 février] et participation à ses activités ». Amnesty International a fait part de ses inquiétudes quant à l'équité du procès. Veuillez consulter le communiqué de presse intitulé *Bahreïn. Cinquante militants chiites condamnés malgré des allégations de torture* (<http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/bahrain-50-shi-activists-sentenced-amid-torture-allegations-2013-09-30>) et l'AU 114/13 (<http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE11/047/2013/fr>).

Le procès était loin d'être conforme aux normes internationales d'équité. Nombre des prévenus ont déclaré avoir subi des actes de torture, notamment des décharges électriques, dont l'objectif était de les obliger à « avouer ». Le tribunal s'est appuyé sur cet « aveu » au lieu de diligenter une enquête sur les allégations de torture. Par ailleurs, les prévenus ont été arrêtés sans mandat. Certains ont été emmenés avec violence après que les forces de sécurité ont, semble-t-il, défoncé la porte d'entrée de leur domicile. Des avocats se sont plaints auprès du tribunal du fait qu'ils n'avaient pas été autorisés à rendre visite à leurs clients. Le tribunal a empêché les avocats de la défense de citer des témoins et certaines personnes témoignant pour l'accusation n'ont pas été entendues, privant ainsi la défense de son droit de contre-interrogatoire. Certains prévenus, qui purgeaient déjà des peines de prison ou étaient détenus en attendant les conclusions d'enquêtes menées dans d'autres affaires, ont été présentés devant le tribunal sans savoir que de nouveaux chefs d'accusation avaient été retenus contre eux. Ils n'ont bénéficié d'aucune assistance juridique lors de ce procès.

L'un des accusés, Abd Ali Khair, a été condamné à 10 années d'emprisonnement uniquement pour avoir transféré un courrier électronique contenant une déclaration de la « Coalition du 14 février ».

En mars 2014, le gouvernement bahreïnite a inscrit la « Coalition du 14 février », ainsi que deux autres groupes, sur la liste des organisations terroristes à la suite d'un attentat à la bombe dans lequel trois policiers avaient trouvé la mort.

La « Coalition du 14 février » rassemble plusieurs groupes de jeunes bahreïnites. Son nom rappelle la date du soulèvement de 2011. Il serait dirigé par des anonymes qui organisent des manifestations, essentiellement par l'intermédiaire des réseaux sociaux.

Plus de trois ans après le soulèvement à Bahreïn, et au-delà du battage médiatique entourant les réformes qui ont suivi, les prisonniers d'opinion, dont plusieurs ont été appréhendés pendant les manifestations, demeurent derrière les barreaux, et les autorités continuent de réprimer le droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion. Ces derniers mois, non seulement les prisonniers d'opinion n'ont pas été libérés, mais d'autres personnes ont été incarcérées simplement pour avoir osé exprimer leurs opinions sur Twitter ou lors de défilés pacifiques. Les tribunaux bahreïnites semblent plus soucieux de suivre la ligne gouvernementale que de proposer des recours efficaces à la population et de faire respecter l'état de droit.

Noms : Nafeesa al Asfoor, Rayhana al Mousawi  
Femmes

Action complémentaire sur l'AU 232/13, MDE 11/028/2014, 12 septembre 2014